JOHN KERRY SÉJOURNE À ALGER LES MERCREDI ET JEUDI

Washington soupçonné de caution à Bouteflika

Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, est arrivé, hier, à Alger pour une visite de deux jours. Intervenant au beau milieu d'une campagne électorale pour l'élection présidentielle, il a suscité de nombreux commentaires politiques. Les plus audacieuses des lectures produites évoquent un soutien américain à la reconduction de Bouteflika.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Les diplomaties algérienne et américaine ont beau infirmer l'existence de relation entre la venue de John Kerry à Alger en ce moment et l'élection présidentielle, elles ne parviennent que difficilement à en évacuer le soupçon de dessous électoraliste.

Un soupçon né légitimement de la conjoncture politique choisie par Kerry pour poser ses valises à Alger, lui qui devait s'acquitter de cette mission en novembre dernier.

La visite, on s'en rappelle, a été reportée sine die, le diplomate américain ayant été retenu par plus urgent, un conclave genevois avec son homologue russe sur le nucléaire iranien. Cela rappelé, la visite de Kerry est perçue, pour le moins, comme une caution morale à l'élection présidentielle, engagée, faut-il le noter, sous les plus mauvais auspices, notamment après l'intégration dans la course du chef de l'Etat malade et impotent.

Le général Yala, particulièrement prolixe depuis le lancement des joutes électorales, s'est permis hier mercredi une tribune à travers laquelle il interpelle le diplomate américain : «Nous vous demandons de bien vouloir ne pas donner une caution morale à une élection basée sur la fraude au profit du Président-candidat, handicapé et absent, lui-même pris en otage par un groupe qui gouverne le pays par procuration depuis maintenant une année.»

Reporters sans frontières (RSF) a, de son côté, saisi par lettre John Kerry pour lui demander de soulever avec Lamamra la question des atteintes à la liberté de la presse. Cela dit, quand bien même les Américains s'abstiendraient d'apporter leur caution au pouvoir en place, il leur sera difficile d'éviter que les autorités algériennes tirent des dividendes électoralistes de cette visite.

L'audience que Bouteflika accordera à John Kerry sera inéluctablement un élément exploitable pour booster une campagne électorale poussive. Personne n'ignore les projections électoralistes des séquences télévisuelles consacrées au chef de l'Etat recevant ses hôtes étrangers. Les autorités algériennes tenteront d'en tirer le plus grand profit.

Les Américains, de leur côté, n'y perdront pas grand-chose, sauf, peut-être, en terme de prestige, pour que de bonnes affaires soient conclues. Et c'est à cela que travaillera le chef de la diplomatie américaine qui devra co-présider avec son homologue algérien Ramtane Lamamra la deuxième session de dialogue stratégique entre les Etats-Unis et l'Algérie.

Photo : DR

Kerry pour booster une campagne électorale poussive.

Sécurité et affaires

D'aucuns savent que la question sécuritaire entre Alger et Washington constitue le pivot de la coopération algéro-américaine, laquelle a été mise sur le bon rail depuis 2001, après le double attentat terroriste du World Trade Center. Cependant, ce n'est point là le vecteur exclusif de la coopération.

Les Américains, comme tous les Occidentaux, explorent d'autres plates-formes d'affaires, à commencer par l'investissement dans le domaine des hydrocarbures.

Les Américains lorgnent déjà le marché lié à l'exploitation des gaz et pétrole de schiste. Ils ont la technologie et l'Algérie a pris la résolution d'exploiter cette énergie fossile prisonnière de la roche.

Le nouveau porte-parole du ministère algérien des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Cherif, a invité mercredi à ne pas réduire la visite de Kerry à la seule coopération sécuritaire, même si cette question est effectivement au menu des pourparlers et négociations. Il y aura, a-t-il expliqué, plusieurs groupes de travail sur différentes thématiques de coopération. Celle économique et commerciale y compris.

Le Qatar en quête d'intermédiation

En brouille avec ses voisins du Golfe arabique, le Qatar est à la recherche d'une intermédiation en vue d'une éventuelle réconciliation avec les principaux acteurs du Conseil de coopération du Golfe, notamment l'Arabie Saoudite.

Le Qatar sait que seuls les Américains peuvent sonner la fin des jérémiades entre ses voisins, émirats gâtés qui ont la querelle à fleur de peau. Sur invitation de Bouteflika, l'émir du Qatar, Cheikh Tamim Ben Hamed Al Thani, débarque à Alger en même temps que John Kerry.

Cette coïncidence des deux visites ne peut pas seulement procéder du hasard du calendrier. Il semble bien que l'une a provoqué l'autre. L'émir du Qatar ne vient certainement pas pour uniquement s'entretenir avec Bouteflika sur la coopération bilatérale, surtout en ce moment précis où le chef de l'Etat est censé être absorbé par la campagne électorale pour son 4e mandat.

Cheikh Tamim Ben Hamed Al Thani, qui pourrait désirer concilier la position de son pays avec celle de l'Algérie au sujet de la crise syrienne, aurait plus à cœur de solliciter l'intercession d'Alger auprès de Washington pour que ce dernier use de son influence dans la région du Golfe en vue d'un retour au calme au sein du CCG.

Les principaux membres du CCG sont, rappelons-le, en froid diplomatique avec Doha qu'ils accusent d'attiser les feux de la révolte islamiste et d'ingérence dans leurs affaires intérieures.

Le coup a été durement ressenti par le Qatar qui s'est vu ainsi isolé dans son espace géopolitique immédiat. Il en veut de ce fait à l'Arabie Saoudite qu'il soupçonne d'en être l'instigatrice et, au-delà, les Américains qui auraient travaillé à faire de cette dernière l'émirat pivot dans la région.

L'enjeu, apparemment, vaut de tenter des conciliabules avec les Américains en terre «amie».

S. A. I.

VISITE DE KERRY ET DE L'ÉMIR DU QATAR

«Où sont nos intérêts ?» s'interroge Rebaïne

«Je n'ai pas peur de l'étranger. J'ai peur des Algériens qui nous vendent.» Cette déclaration, c'est le candidat aux élections présidentielles, Ali Fewzi Rebaïne qui en est l'auteur, dans le contexte de la visite du secrétaire d'Etat américain et de l'émir du Qatar en Algérie.

Invité hier du Forum du quotidien *Liberté*, Ali Rebaïne qui s'interroge : «Où sont nos intérêts ?», a préféré davantage porter l'estocade à «ceux qui nous représentent et qui sont censés nous défendre, qui vendent le pays au plus offrant».

En ce sens, le président de Ahd 54 dénoncera les contrats juteux conclus avec les Emirats arabes unis (?) par lesquels des Algériens ont «vendu le pays».

«Si je suis élu président, aucune compagnie étrangère ne viendra forer en Algérie», dira-t-il, estimant que la lutte contre la corruption ne se pose pas en termes de «règlement de comptes» mais davantage de consolidation des institutions de contrôle et celles judiciaires.

A ce propos, il estimera que si la Cour des comptes, dont il prône au demeurant la réhabilitation effective, devait «contrôler» tous les contrats conclus, c'est tout le «système» qui en ferait les frais.

Un régime en place depuis des années dont ce candidat s'est présenté devant les participants du Forum comme vierge de toute proximité ou accointance.

Voire, comme étant le seul candidat «crédible» au scrutin, une élection dont l'issue, «l'après-17 avril», estime-t-il, devrait davantage focaliser le questionnement, susciter l'inquiétude.

Ainsi, Ali Fewzi Rebaïne observe que si les résultats du scrutin démontraient un score à la Bokassa, une «adhésion» de la majorité au candidat-absent, cette majorité devrait «sortir dans les rues». «Rabi Settar», avertira-t-il cependant, évoquant le cas contraire et le risque d'affrontements.

Notons ce faisant que ce candidat, affirmant son engagement uniquement militant et son projet porteur d'alternative, a réfuté tout statut d'«alibi» et s'est refusé à tout pessimisme par rapport à la bipolarisation voulue entre le candidat-président et le candidat ex-chef de gouvernement.

A propos de l'alternance, le président d'Ahd 54 estimera que l'avenir du pays sera tracé, conforté, grâce aux «forces vives».

C. B.

Méfiance et rejet sur les réseaux sociaux

La visite de John Kerry, secrétaire d'Etat américain, a fait naître moult réactions sur la toile. Toutes hostiles et méfiantes, face à cette visite qui intervient en pleine campagne électorale des plus tendues dans le pays. La venue de John Kerry est, de manière générale, interprétée comme étant une caution au processus de maintien du pouvoir et l'occasion pour les Américains de négocier «les sous-sols algériens et marocains» dans un contexte politique et social fragilisé.

Saadia Gacem - Alger (Le Soir) - John Kerry co-présidera à Alger le «dialogue stratégique», lancé en 2012 «sur une volonté commune de trouver des opportunités pour, non seulement renforcer la coopération entre les deux pays, mais aussi, chercher de nouvelles pistes de collaboration dans les domaines politique, sécuritaire, économique, éducatif et culturel» avec le ministre des Affaires étrangères algérien Ramtane Lamamra.

Une rencontre identique aura lieu au Maroc quelques jours plus tard. Cette visite intervient alors que les relations entre Rabat et Alger sont toujours tendues au sujet du Sahara occidental, et en pleine campagne électorale pour la présidentielle du 17 avril en Algérie.

Aux Etats-Unis, ce sont plus de 500 Algériens rassemblés au sein de l'«Algerian Democratic Initative» (né suite aux manifestations dans plusieurs Etats des Etats-Unis d'Algériens, le 22 mars, de San Francisco à l'United Nations Plazza, à New York, contre le mandat, qui ont interpellé le secrétaire d'Etat en lui adressant un courrier. «Nous, communauté des Algériennes et Algériens aux Etats-Unis d'Amérique et amis de l'Algérie, vous appelons à soutenir le processus démocratique en Algérie en évitant que votre visite prochaine en Algérie ne soit exploitée par la campagne politique du président Bouteflika aux fins de légitimer et de cautionner sa réélection pour un quatrième mandat présidentiel.»

Cette missive a été envoyée plusieurs centaines de fois au State Department et une pétition en anglais a été mise en ligne également. Un autre appel à des rassemblements à travers les Etats-Unis a été lancé pour aujourd'hui, avec comme slogan «Non à l'appui des Etats-Unis à Bouteflika.»

En ce qui concerne les autres réactions sur la toile, les internautes sont tous d'accord pour écrire que le secrétaire d'Etat est bien évidemment venu dans le but de négocier «les sous-sols algériens et marocains» ensuite, «l'Oncle Sam est venu voter (plutôt voler en Algérie) afin de choisir son candidat. Ce sera celui qui offrira le plus de sous-sols algériens aux Américains. Quant aux droits de l'Homme et tutti canti, on verra plus tard, lorsqu'il y aura plus de pétrole».

Un autre internaute ajoute : «Les Américains se contrefichent royalement des revendications démocratiques économiques ou sociales de tous ces pays, qu'ils soient arabes ou africains : ce qui compte pour eux ce sont les intérêts américains. Et le reste : les droits de l'Homme, la liberté d'expression ou la cause des Sahraouis, c'est le dernier des derniers de leur souci. Et Dieu bénisse l'Amérique !»

D'autres appellent à des rassemblements devant l'ambassade des Etats-Unis à Alger afin de manifester leurs désaccords face à cette visite, «une action devant l'ambassade américaine à Alger s'impose pour exprimer le refus catégorique du peuple algérien au soutien qu'apportent les lobbys américains au pouvoir corrompu en place. Pour leur dire, une fois pour toutes, que le peuple algérien est réveillé. Je suis persuadé que la coordination nationale pour le boycott et toutes les personnalités de l'opposition ont envisagé une action dans ce sens.»

S. G.